



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des
Affaires juridiques**



Numéro 366 - 26 octobre 2023

ÉDITO

Christophe Soulard, premier président de la Cour de cassation

Christophe Soulard, premier président de la Cour de cassation, revient sur le rapport annuel de la Cour de cassation et sur les évolutions mises en œuvre afin d'améliorer la qualité des décisions de justice et plus généralement leur diffusion.

[Lire la suite](#)





Institutions



Lancement du Conseil d'évaluation des fraudes (CEF)

La première session du Conseil d'évaluation des fraudes (CEF), qui s'est tenue le 10 octobre dernier, a eu pour objectif d'évaluer le montant des fraudes fiscales, sociales, douanières et aux aides publiques notamment écologiques, en vue de mieux connaître et comprendre ce phénomène et d'agir plus efficacement contre toutes les fraudes aux finances publiques.

[Lire la suite](#)

L'AMF publie son premier rapport de responsabilité sociale et environnementale (RSE)

Ce premier rapport de responsabilité sociale et environnementale (RSE) de l'Autorité des marchés financiers (AMF) constitue à la fois un état des lieux de l'engagement de l'AMF en matière de développement durable et le point de départ d'actions à venir. Il répertorie les actions entreprises par l'AMF en matière de responsabilité en tant qu'employeur, de responsabilité environnementale et de responsabilité citoyenne.

[Lire la suite](#)

Juridictions



Une peine minimale de 5 ans de prison pour contrefaçon d'une marque peut s'avérer disproportionnée

Selon un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, la peine plancher de cinq ans d'emprisonnement, en cas d'usage d'une marque sans le consentement du titulaire du droit exclusif, est contraire au droit de l'Union européenne.

[Lire la suite](#)

Un magistrat honoraire peut être légalement nommé au Conseil supérieur de la magistrature

Par une décision d'assemblée, le Conseil d'État considère qu'un magistrat honoraire peut être

légalement nommé au Conseil supérieur de la magistrature.

[Lire la suite](#)



Commande publique



La théorie des biens de retour issue de la jurisprudence « Vallée de l'Ubaye » n'est pas contraire à la CEDH

Pour la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), si l'application de la théorie des biens de retour est constitutive d'une ingérence de l'autorité publique dans la jouissance du droit au respect des biens, il n'y a pas pour autant violation de l'article 1 du Protocole n°1, lorsque cette ingérence est légale, qu'elle sert un intérêt légitime et qu'elle est raisonnablement proportionnée au but poursuivi.

[Lire la suite](#)



Finances publiques



Le Conseil constitutionnel valide la retenue à la source sur les revenus distribués à des sociétés non-résidentes

Le Conseil constitutionnel, saisi par le Conseil d'Etat d'une question prioritaire de constitutionnalité à propos de la retenue à la source sur les revenus distribués à des sociétés non-résidentes, valide la différence de traitement instaurée par l'article 119 bis du code général des impôts en ce qu'elle est fondée sur une différence de situation en rapport direct avec l'objet de la loi.

[Lire la suite](#)

Rapport d'information de l'Assemblée nationale sur la révision des règles budgétaires du Pacte de stabilité et de croissance

Les règles budgétaires européennes ont été conçues afin de garantir une unité et une viabilité des économies européennes. Depuis la crise sanitaire, elles ont été suspendues et vont être prochainement réformées afin de prendre en compte les évolutions macro-économiques des Etats membres.

Marchés

Sécurité énergétique et réforme du marché de l'énergie : rapport de l'Assemblée nationale

La politique de transition énergétique a toujours fait partie des enjeux de l'Union européenne. La hausse des coûts de l'énergie a conduit à une évolution du cadre européen qui a eu un impact en France. Le rapport de l'Assemblée nationale rendu public le 11 octobre 2023 s'intéresse à ces différentes évolutions.

[Lire la suite](#)

Le Tribunal de l'Union annule les droits de douane additionnels sur certains briquets provenant des Etats-Unis

A la suite d'une hausse américaine des droits de douane sur les produits importés, un règlement européen a imposé des droits de douane additionnels sur certains produits sans entendre au préalable une société particulièrement impactée par cette hausse.

[Lire la suite](#)

Entreprises

Avis de l'Autorité de la concurrence sur les titres-restaurant

L'Autorité de la concurrence a été saisie par le ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique pour avis quant à la pertinence d'un projet d'encadrement réglementaire du montant des commissions perçues par les émetteurs de titres-restaurant sur les commerçants agréés par la Commission nationale des titres-Restaurant (CNTR).

[Lire la suite](#)

Un vélo à assistance électrique ne relève pas de l'obligation d'assurance des véhicules automoteurs

La Cour de justice de l'Union européenne juge qu'un vélo à assistance électrique ne relève pas de l'obligation d'assurance des véhicules automoteurs car il n'est pas actionné exclusivement par une force mécanique.

[Lire la suite](#)



Questions sociales



Rapport de la Cour des comptes sur la prise en compte de la famille dans la fiscalité

La Cour des comptes a examiné le fondement législatif des dispositifs fiscaux mis en place pour tenir compte de la situation familiale, analysé leur cohérence et apprécié leurs effets pour les services fiscaux et les contribuables. La Cour a formulé 10 recommandations visant une plus grande cohérence des avantages fiscaux familiaux, une amélioration de leur gestion et une lutte plus efficace contre leur détournement.

[Lire la suite](#)



Numérique



Tracfin présente l'état de la menace de financement du terrorisme par le recours aux crypto-actifs

Dans la dernière partie de son rapport annuel 2022, Tracfin présente l'état de la menace en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (BC-FT) et plus particulièrement du financement du terrorisme via les crypto-actifs.

[Lire la suite](#)



Emploi



Temps de travail : l'obtention d'une rémunération majorée pour le

dépassement d'un certain nombre d'heures de travail ne peut défavoriser le travailleur à temps partiel

La CJUE considère que des règles nationales, requérant qu'un travailleur à temps partiel accomplisse le même nombre d'heures de travail qu'un travailleur à temps plein afin d'obtenir une rémunération supplémentaire, constituent une discrimination interdite au regard du droit de l'Union européenne.

[Lire la suite](#)

La transformation du travail : analyse du Haut-commissariat au Plan

Dans le quinzième numéro de sa publication « Ouverture » publié le 11 octobre dernier, le Haut-commissariat au Plan développe une analyse autour de la question du travail et de sa transformation.

[Lire la suite](#)



Vous êtes désormais 20 000 abonnés à la Lettre de la DAJ. Merci à vous !

SUR LE SITE



[Toutes nos rubriques](#)



[Archives des numéros précédents](#)

LA DAJ RECRUTE

**Vous souhaitez évoluer au sein d'un pôle
d'expertise juridique reconnu ?
Vous recherchez un emploi qui a du sens,
au bénéfice de l'intérêt général ?
Rejoignez nos équipes !**

Au ministère de l'Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et numérique, mettez votre
talent au service d'une économie forte et durable.

[Consultez nos fiches de poste](#)

Partager



[S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef : Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Kévin Bouchard, Susie Bruno, Shirley du Parc, Morgane Frétault, Adrien Galluchot, Émilie Lefebvre / Bandeau : Aphanis / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo: ©Cour de cassation

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel lettre.daj@finances.gouv.fr.

[Se désinscrire](#)